

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

FOURNITURE, LIVRAISON ET MISE EN SERVICE DE MATÉRIELS D'ACQUISITION ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Réf : 25-171_M

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	4
1.1 – Objet	4
1.2 – Décomposition en lots et tranches	4
1.3 – Procédure et forme du marché	5
1.4 – Variantes	5
1.5 – Spécifications techniques.....	5
1.6 – Clause sociale.....	6
1.7 – Clause environnementale	6
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION	7
4.1 – Délai d'exécution tranche ferme et optionnelle	7
4.2 – Prolongation du délai d'exécution.....	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	7
5.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA.....	7
5.2 – Responsable désigné par le titulaire	7
5.3 - Livraison.....	8
5.4 – Qualité de l'équipement.....	8
5.5 – Emballage.....	8
5.6 – Transfert de compétences	8
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS	9
ARTICLE 7 - PRIX DU MARCHÉ.....	9
7.1 – Nature du prix	9
7. 2 – Contenu des prix	9
7.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et optionnelle n°1 des lots 1 et 2 et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1.....	10

7.4 – Révision des prix des tranches optionnelles n°2 à 4 des lots 1 et 2	10
ARTICLE 8 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	11
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	11
9.1 – Avance	11
9.2 – Solde.....	11
9.3 – Demandes de paiement	12
9.4 – Modalités de règlement	12
9.5 – Unité monétaire.....	13
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE	13
10.1 – Information et conseil	13
10.2 – Confidentialité	13
10.3 – Protection de la main d’œuvre	14
ARTICLE 11 - OPERATION DE VERIFICATION ET D’ADMISSION DES PRESTATIONS.	14
11.1 - Installation et mise en ordre de marche des équipements.....	14
11.2 - Vérification d’aptitude (VA) des équipements	14
ARTICLE 12 – GARANTIE.....	15
ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ	16
ARTICLE 14 – ASSURANCES	16
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE.....	16
15.1 – Résiliation sans faute.....	16
15.2 – Résiliation pour faute	16
15.3- Résiliation pour évènements liés au marché	17
ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFÉRENTS.....	17

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et la mise en service de matériels d'acquisition et de traitement des données dédiés aux études d'expertise et de recherche, dans le domaine des phénomènes vibratoires, acoustiques et mécaniques pour l'équipe du Département Risques Infrastructures et Matériaux (DRIM) du Cerema Centre-Est.

1.2 – Décomposition en lots et tranches

Les prestations sont réparties en 2 lots selon le détail suivant :

N° lot	Intitulé du lot
1	Système portable d'acquisition et de traitement des données vibratoires et acoustiques
2	Système d'acquisition et de traitement de données mécaniques pour essais en laboratoire

Le lot 1 comporte une tranche ferme et des tranches optionnelles réparties comme suit :

=> Tranche ferme comprenant :

- La fourniture, la livraison et la mise en service d'un système portable d'acquisition et de traitement des données vibratoires et acoustiques ;
- La formation de prise en main du matériel fourni à destination du personnel, à savoir 3 agents au minimum, chargés d'utiliser, d'exploiter et d'assurer la maintenance de ce matériel. Cette formation est d'une durée de deux 1/2 journées dont la répartition est précisée au CCTP ;
- La garantie de base d'une durée minimale de 2 ans.

=> Tranche optionnelle n°1 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire d'un an (à savoir pour la 3ème année).

=> Tranche optionnelle n°2 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire de deux ans (à savoir pour les 3ème et 4ème années).

=> Tranche optionnelle n°3 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire de trois ans (à savoir pour les 3ème, 4ème et 5ème années).

=> Tranche optionnelle n°4 comprenant : La réalisation des prestations de maintenance telles que décrites à l'article 4.4 du CCTP.

=> Tranche optionnelle n°5 comprenant : La fourniture d'une station PC dont les caractéristiques techniques sont décrites au CCTP.

La réponse aux options n°1, 2, 3 et 5 est obligatoire et la réponse à l'option n°4 est facultative.

Le lot 2 comporte une tranche ferme et des tranches optionnelles réparties comme suit :

=> Tranche ferme comprenant :

- La fourniture, la livraison et la mise en service d'un système d'acquisition et de traitement de données mécaniques pour essais en laboratoire ;
- La formation de prise en main du matériel fourni à destination du personnel, à savoir 3 agents au minimum, chargés d'utiliser, d'exploiter et d'assurer la maintenance de ce matériel. Cette formation est d'une durée de deux 1/2 journées dont la répartition est précisée au CCTP ;
- La garantie de base d'une durée minimale de 2 ans.

=> Tranche optionnelle n°1 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire d'un an (à savoir pour la 3ème année).

=> Tranche optionnelle n°2 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire de deux ans (à savoir pour les 3ème et 4ème années).

=> Tranche optionnelle n°3 comprenant : Une extension de garantie pour une durée supplémentaire de trois ans (à savoir pour les 3ème, 4ème et 5ème années).

=> Tranche optionnelle n°4 comprenant : La réalisation des prestations de maintenance telles que décrites à l'article 4.4 du CCTP.

La réponse aux options n°1 à 3 est obligatoire et la réponse à l'option n°4 est facultative.

L'affermissement des tranches n°1 à 4 de chaque lot est subordonné à une décision de l'acheteur qui peut intervenir au plus tard le dernier jour de la période de garantie initiale. L'affermissement de la tranche n°5 du lot 1 est subordonné à une décision de l'acheteur qui peut intervenir durant toute la durée du marché.

Lorsque les tranches optionnelles sont affermies avec retard ou ne sont pas affermies, aucune indemnité n'est due au titulaire. Le cas échéant, les options pourront ne jamais être levées.

1.3 – Procédure et forme du marché

La consultation est une procédure adaptée conclue conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché de fournitures, conclu à prix global et forfaitaire.

1.4 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Dès lors que le CCTP fait référence, pour la définition des spécifications techniques demandées, à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

L'ensemble des exigences techniques décrites au CCTP sont obligatoires et de fait sont intangibles.

1.6 – Clause sociale

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions en favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.7 – Clause environnementale

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire est ainsi invité au maximum dans le cadre de ses déplacements liés à l'exécution de ce marché à privilégier les transports neutre en carbone.

Le matériel devra dans la mesure du possible être livré avec un minimum d'emballage, ou dans des emballages recyclables ou réutilisables.

De plus, conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché sur simple demande du CEREMA.

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ

Chaque marché est conclu à compter de sa notification jusqu'à la fin de la période de garantie prévue dans l'offre de base ou jusqu'à la fin de la durée des tranches optionnelles qui ont été levées le cas échéant.

Les tranches optionnelles n°1, 2 et 3 de chacun des lots, si elles sont affermies, démarrent à l'achèvement de la garantie de base de 2 ans pour une durée de 12 mois pour la tranche optionnelle n°1, de 24 mois pour la tranche optionnelle n°2 ou de 36 mois pour la tranche optionnelle n°3.

La tranche optionnelle n°4, si elle est affermie, démarre à l'achèvement de la période de garantie initiale soit au début de la période d'extension de garantie, si la tranche optionnelle concernée est affermie, pour une durée de 12 mois renouvelable 4 fois par période de 12 mois.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) par lot et son annexe :
Annexe n°1 financière : DPGF
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
Annexe n°1 : Liste présentation connecteurs Jaeger ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes françaises homologuées et les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION

4.1 – Délai d'exécution tranche ferme et optionnelle

Le délai d'exécution des tranches fermes des lots 1 et 2 démarre à la date de notification pour une durée de deux mois maximum. La durée d'exécution inclut le délai d'approvisionnement, de livraison ainsi que celui de mise en service, paramétrage, tous les tests et vérifications nécessaires ainsi que la formation. Ce délai sera recalé en fonction du calendrier remis par le titulaire dans son offre.

S'agissant de la tranche optionnelle n°5 du lot 1, le délai d'exécution démarre à l'affermissement de cette tranche pour une durée de 3 mois maximum.

Les délais d'exécution contractuels sont ceux sur lesquels s'est engagé le titulaire dans son offre sans pouvoir excéder les délais maximum prévus au présent CCTP.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G FCS.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA

Le suivi technique est assuré par l'équipe du Département Risques Infrastructures et Matériaux (DRIM) de la Direction Territoriale Centre-Est. Le nom de l'interlocuteur sera désigné à la notification du marché.

5.2 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du CEREMA. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

5.3 - Livraison

La livraison devra être réalisée dans le délai contractuel prévu par le calendrier remis par le titulaire dans son offre et au plus tard dans le délai tel que fixé à l'article 4 du présent document. La livraison devra être effectuée sur le site de **BRON** à l'adresse mentionnée ci-dessous :

CEREMA Centre-Est – Agence de Bron
9 bis, allée Général Benoist, 69500 BRON

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le CEREMA et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site. Les livraisons auront lieu du lundi au vendredi entre 9h et 16h. Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire signalera sept jours ouvrables à l'avance, la date et l'heure de sa livraison pour permettre au responsable de recevoir les équipements. Il se présentera dès son arrivée, au service de sécurité de l'établissement et se conformera aux consignes qui lui seront données.

Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au titulaire en temps utile. Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par la personne publique. Le titulaire devra s'assurer pour le choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement. Le titulaire est responsable lors des livraisons des dommages éventuellement causés par son personnel aux installations du CEREMA.

5.4 – Qualité de l'équipement

L'équipement livré doit être conforme aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Les prototypes ne sont pas admis. Le matériel devra déjà être commercialisé.

Le Cerema attire l'attention sur l'obligation de fournir un équipement, neuf et non reconditionné.

5.5 – Emballage

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG/FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

5.6 – Transfert de compétences

Le titulaire doit par ses conseils techniques, le concours temporaire de son personnel ainsi que par la communication de tous procédés de travail et de savoir-faire qui pourraient être utilisés par lui dans l'exécution de ses prestations, aider les agents du CEREMA dans l'optimisation de l'exploitation du matériel.

A cette fin, le titulaire devra fournir l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel objet du marché.

Une formation à l'utilisation, l'exploitation et la maintenance du matériel livré sera dispensée par le titulaire pour un minimum de 3 agents.

La formation devra se dérouler sur deux demi-journées :

- La première demi-journée le jour de la livraison du matériel afin d'assurer la prise en main.
- La seconde 1/2 journée après 1 mois d'utilisation du matériel

La formation se fera obligatoirement en présentiel, sur le site du Cerema Centre-Est à Bron, avec les capteurs du Cerema.

Pour ce faire, le titulaire mettra à la disposition du pouvoir adjudicateur un(des) formateur(s) compétent(s). Le coût de la formation est à décrire dans la DPGF.

La durée, les modalités et le contenu de la formation sont décrites dans l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

Dans le cadre de l'indisponibilité du matériel dépassant la durée de 21 jours calendaires, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € HT par jour de retard. En cas d'immobilisation dépassant le seuil susvisé, si le titulaire est en mesure de proposer une solution de prêt d'équipement équivalent, la pénalité sera alors limitée au nombre de jours non couverts par ledit prêt.

ARTICLE 7 - PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Nature du prix

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement.

7.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport, sujétions et déplacements du titulaire. Les prix comprennent également les allers et retours des matériels entre le Cerema et le titulaire en cas de réparation nécessaire chez ce dernier.

Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

7.3 – Actualisation des prix de la tranche ferme et optionnelle n°1 des lots 1 et 2 et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1

Les prix sont fermes et actualisables. Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée au RC et la notification du marché ou l'affermissement de la tranche optionnelle selon la formule suivante :

$$P = Po (I-3 / (Io))$$

dans laquelle :

P est le prix révisé

Po est le prix initial du marché

Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

I = Valeur de l'index de référence I prise au mois de notification moins 3 mois ou d'affermissement des tranches moins 3 mois.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 33.20-Installation de machines et d'équipements industriels – FBOD 332000

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné au règlement de la consultation (RC).

7.4 – Révision des prix des tranches optionnelles n°2 à 4 des lots 1 et 2

Les prix sont révisables dès l'affermissement des tranches optionnelles concernées puis chaque année à la date de reconduction pour la TO 4 et chaque année à la date anniversaire de démarrage pour les TO 2 et 3. Le titulaire effectue les calculs relatifs à la révision des prix puis les transmet au Cerema au plus tard un mois avant l'application de cette révision.

L'indice de référence sera l'indice du mois n-4 du mois de notification ou l'indice du mois n-4 du mois de reconduction.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = Po (0,50 FSD2/FSD2o + 0,50 I / Io)$$

Dans laquelle :

P et Po sont respectivement les prix révisés et les prix de base fixés dans l'acte d'engagement

FSD2o = la valeur de l'indice frais et services divers 2, du mois n-4 du mois de notification

FSD2 = la valeur de l'indice frais et services divers 2, indice du mois n-4 du mois de reconduction,

Io = Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 28.9 – Autres machines d'usage spécifique Zone Euro – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535924, du mois n-4 du mois de notification

I = Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 28.9 – Autres machines d'usage spécifique Zone Euro – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535924, du

mois n-4 du mois de reconduction.

En cas de disparition d'un indice, l'actualisation s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'index de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

A défaut de proposition INSEE, il sera recherché, en accord avec le titulaire, un indice équivalent qui sera acté par simple ordre de service.

Le titulaire transmet les prix révisés à l'adresse suivante :

CEREMA - Centre financier mutualisé de Bron : cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

La demande de révision ou d'actualisation des prix doit être accompagnée de toute information(notamment la valeur des index au mois « zéro ») nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité.

Cette demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

En l'absence de demande de la part du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut appliquer la révision sans sollicitation de la part de celui-ci.

ARTICLE 8 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission des prestations. Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des équipements fournis au titre du marché.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

9.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

Le montant de l'avance est de 40 % du montant du marché. L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

9.2 – Solde

Le titulaire sera réglé en une seule fois (hors formation TF) à l'admission des matériels, objet de la tranche ferme des lot 1 et 2 et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1 si celle-ci est affermie. La formation sera réglée en une seule fois à l'issue de l'admission de la seconde session.

Si les tranches optionnelles n°1 à 3 sont levées les prestations d'extension de garantie seront réglées annuellement au prorata temporis.

Si la tranche optionnelle n°4 est levée, elle sera réglée annuellement à terme échu au prorata temporis des 12 mois écoulés.

Les différents paiements s'effectuent par dérogation aux conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le Cerema.

Si le titulaire accepte de percevoir une avance, elle sera déduite des paiements du solde.

9.3 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent - a minima - outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de facture ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de siret ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise ;
- Le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G-FCS ;
- La somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le taux de la tva légalement applicable et montant total de la TVA correspondant ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- L'adresse de livraison ;
- Le Siret du Cerema
- Les références bancaires et moyens de règlement acceptés.

Toutes les factures sont à adresser à l'agent comptable de l'acheteur mentionné à l'acte d'engagement.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de bon de commande, de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

sfact.bron@cerema.fr

9.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. L'acheteur règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.
Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la direction indiquée dans le bon de commande.

9.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

10.1 – Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

10.2 – Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

10.3 – Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

Il est rappelé que le titulaire est soumis envers son ou ses sous-traitants aux mêmes règles et obligations de contrôle et de vérification en application du Code du travail (travail dissimulé, attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, emploi étranger sans titre ...).

ARTICLE 11 - OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1 - Installation et mise en ordre de marche des équipements de la tranche ferme des lots 1 et 2 et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1

La mise en ordre de marche constituera un préalable aux opérations de vérifications.

L'installation et la mise en ordre de marche sera effectuée par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, à une date fixée d'un commun accord avec le Cerema dans le délai fixé au mémoire méthodologique.

La formation de prise en main du matériel et du logiciel devra être dispensée en deux fois dont la première permettra de prononcer la MOM :

- 1/2 journée le jour de la livraison du matériel ;
- 1/2 journée après 1 mois d'utilisation du matériel.

L'installation et la mise en ordre de marche seront notifiées par le titulaire, par courrier électronique, à la personne publique, qui en accusera réception.

11.2 - Vérification d'aptitude (VA) des équipements de la tranche ferme des lots 1 et 2 et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que l'équipement livré sera capable de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation, ceci

conformément aux spécifications fonctionnelles applicables et prescriptions techniques telles que décrites au CCTP.

Au cours de cette VA, il sera procédé à une série d'essais. Ces essais consisteront à vérifier dans la pratique la cohérence des caractéristiques des systèmes d'acquisition et de traitement des données avec celles stipulées dans le CCTP, notamment le branchement des capteurs disponibles au Cerema tel qu'ils sont définis au CCTP ainsi que le raccordement à une station PC externe.

Le délai imparti à la personne publique pour procéder à la vérification d'aptitude est de 1 mois maximum à partir de la notification de la mise en ordre de marche.

À l'issue de ce délai, la personne représentant le pouvoir adjudicateur dispose de 2 semaines maximum pour prononcer sa décision.

Si la vérification d'aptitude est positive, la personne publique rédige un procès-verbal de vérification d'aptitude. Ce procès-verbal vaut admission des prestations à la date mentionnée dans le PV.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne représentant le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le délai dont dispose le titulaire pour procéder à une nouvelle livraison est fixé dans la décision. L'admission du matériel entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

À défaut de décision expresse la vérification d'aptitude est réputée prononcée.

ARTICLE 12 – GARANTIE

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, les prestations de la tranche ferme de chacun des lots et de la tranche optionnelle n°5 du lot 1 font l'objet d'une garantie de 2 ans minimum (pièces, composants informatiques, main d'œuvre et déplacement).

Le point de départ du délai de garantie est la date d'effet de l'admission. Si la garantie constructeur est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie couvre la totalité des prestations et inclut toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés.

La garantie comprend également les interventions demandées par la personne publique en cas de fonctionnement défectueux et la mise à disposition d'un matériel identique ou équivalent jusqu'à la remise en état de fonctionnement normal du matériel initial.

Le mémoire technique précise la durée de la garantie ainsi que la durée de mises à dispositions des différentes pièces.

Les délais inscrits dans l'offre deviendront contractuels. Si le titulaire ne respecte pas les délais prévus dans son mémoire technique celui-ci encourt les pénalités prévues au présent CCAP.

Dans le cadre de l'indisponibilité du matériel dépassant la durée de 21 jours calendaires et en cas de non remplacement par un appareil équivalent sur cette même durée, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 € HT par jour ouvré de retard.

Le titulaire a à sa charge, le retrait et le transport aller et retour des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ

Les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement ainsi que les opérations de transport depuis le départ de l'usine jusqu'au lieu de livraison relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique, de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Etablissement et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHÉ

15.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

15.2 – Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS, notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

15.3- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFÉRENTS

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de justice administrative.

Conformément à l'article 46 du CCAG FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.